

A l'attention de la  
Fédération Syndical Mondiale (FSM)  
Athènes - Grèce

Bellinzona/Genève, le 11. 02. 2018

## **Les Etats-Unis se comportent comme des pirates, bloquent les activités syndicales et entravent le travail de l'ONU!**

Le Parti Communiste (Suisse) exprime sa solidarité au camarade George Mavrikos, secrétaire général de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) et son représentant permanent auprès des Nations Unies (ONU), qui a vu se refuser un visa pour entrer sur le territoire des États-Unis d'Amérique.

George Mavrikos – qui est souvent en Suisse dans le cadre de la réunion de Genève de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) à laquelle notre Parti participe aussi – avait planifié un voyage pour le prochain mois de Mars aux États-Unis pour prendre part à un événement de l'ONU à New York, mais le gouvernement américain a décidé de l'empêcher. Ce n'est pas seulement une décision antidémocratique visant à entraver l'activité syndicale, mais aussi une discrimination contre le FSM qui, depuis 1945, est une partie reconnue et active de l'ONU.

Très grave est aussi la déclaration des autorités américaines, selon laquelle la FSM doit d'abord être exemptée du système "Terrorist Travel". Une provocation inacceptable parce qu'on inclue sous le prétexte de la lutte contre le «terrorisme» une organisation syndicale internationale historique, la FSM précisément, qui compte aujourd'hui plus de 92 millions de membres dans 126 pays dans le monde et qui est représentée non seulement à l'ONU à New York, mais aussi à l'OIT à Genève, à la FAO à Rome, à l'UNESCO à Paris, etc.

Nous sommes conscients que la motivation est politique: non seulement on discrimine George Mavrikos comme ancien député du Parti Communiste de Grèce (KKE), mais on veut aussi entraver le syndicalisme anti-impérialiste représenté par la FSM sur le territoire américain. Pourtant, c'est le Pays qui revendique le droit d'exporter une soi-disant «démocratie» dans le monde.

Nous nous demandons comment est-il possible de continuer à faire fonctionner les organisations internationales comme l'ONU sur le territoire américain, si le gouvernement de Washington refuse arbitrairement le droit d'entrée aux fonctionnaires et aux délégués de ces organisations.

Après l'agression illégale de ces derniers jours contre la souveraineté de la Syrie, les Etats-Unis sont coupables d'un autre acte de piraterie internationale.



**Parti Communiste (Suisse Italienne)**  
Massimiliano Ay, secrétaire politique



**Parti Communiste Genevois**  
Esteban Muñoz, secrétaire politique